

Rwanda: les archives de l'Elysée parlent enfin

Colette Braeckman

Le Soir Blog, 9 février 2021

Enfin accessibles aux chercheurs et historiens, les archives de l'Elysée sur le Rwanda révèlent la profondeur de l'implication française et mettent en cause Hubert Védrine.

La recherche de la vérité sur le rôle de la France au Rwanda en 1994 et durant les années qui ont précédé le génocide est comme une table gigogne : à peine certains éléments sont ils enfin, après 26 ans, considérés pour acquis que s'ouvrent de nouvelles polémiques. Qu'on en juge : une commission d'enquête composée d'historiens et présidée par Vincent Duclert, chercheur à Sciences Po et spécialiste d'Albert Camus, a obtenu l'accès à toutes les archives de l'Elysée enfin déclassifiées. Elle devrait déposer ses conclusions d'ici le 2 avril, date prévue pour un voyage à Kigali du président Macron. Entretemps, le chercheur indépendant François Granner, après avoir essuyé un premier refus, a obtenu gain de cause auprès du Conseil d'Etat qui l'a autorisé à

consulter les documents déposés aux Archives nationales par François Mitterrand et ses principaux collaborateurs de l'époque, dont Hubert Védrine qui était son secrétaire particulier et Bruno Delhay, conseiller de l'Elysée pour les affaires africaines et décédé depuis lors.

De ces documents, il apparaît que l'Elysée, soucieux de défendre un « bastion francophone » contre les « Anglo-Saxons » n'a jamais cessé de soutenir le régime Habyarimana, en dépit de tous les avertissements, émanant entre autres de la DGSE, les services de renseignement français. Après le début du génocide, Paris a maintenu son appui aux extrémistes hutus et en particulier au « gouvernement intérimaire », constitué dans l'enceinte de l'ambassade de France au lendemain de l'attentat et qui a dirigé les tueries visant à exterminer les Tutsis du Rwanda.

Enfin exhumés de « tiroirs » aussi profonds que la raison d'Etat, des dossiers accablants reviennent au

jour, comme le refus de paralyser la radio des Mille Collines alors qu'elle appelait au crime, le refus d'arrêter des ministres du gouvernement intérimaire hutu – la tête pensante du génocide – alors qu'en août 1994 ils se trouvaient encore dans la « zone Turquoise » contrôlée par l'armée française. Au lieu d'être neutralisés, ces dignitaires du régime déchu furent dirigés vers le Kivu, entraînant avec eux une armée vaincue emmenant toutes ses armes et plus d'un million et demi de réfugiés. Installés dans des camps le long de la frontière entre le Kivu et le Rwanda, ces réfugiés soudain transformés en victimes bénéficièrent de l'aide internationale alors que la veille encore ils massacraient leurs voisins tutsis.

Le soutien français aux génocidaires ne s'arrêta pas à l'été 1994 : il se poursuivit dans les camps de réfugiés, et lorsque Kigali, deux ans plus tard, décida de monter une armée chargée de disloquer les camps et de forcer le retour au pays de la plupart des réfugiés, une nouvelle rhétorique apparut, celle d'un « deuxième génocide » qui aurait été commis dans les forêts du Congo, contre les Hutus cette fois, par l'armée de Paul Kagame et ses alliés congolais parmi lesquels Joseph Kabila. . .

Au fil du temps, de nombreux ouvrages, sous la plume de Pierre Péan,

Charles Onana, Judi Rever et bien d'autres ont été publiés, s'ajoutant à des témoignages de réfugiés hutus. Tous ont convergé vers la même conclusion, qui enflamma une opinion publique congolaise indignée par les massacres bien réels commis à l'Est du pays : non seulement les troupes de Kagame auraient commis un deuxième génocide dans les forêts du Kivu, mais au Rwanda même, elles auraient tenté de faire « place nette » au bénéfice des tutsis réfugiés en Ouganda et désireux de se réinstaller dans le pays dont leurs parents avaient été chassés. Bien souvent évoqué, mais jamais publié officiellement, un document des Nations unies, le « rapport Mapping » a tenté voici dix ans de documenter une décennie de violences au Congo de 1993 jusque 2003, et il est souvent évoqué par les tenants du « deuxième génocide ».

A l'instar de François Graner, le chercheur indépendant qui s'est engagé dans le labyrinthe des archives de l'Elysée, un journaliste, tout aussi indépendant, Patrick de Saint Exupéry s'est lancé, lui, sur les pistes traversant la forêt congolaise, de Bukavu jusque Mbandaka pour y rechercher les traces de ce « génocide oublié » en interrogeant la mémoire des derniers témoins.